

Les dépenses sociales directes des entreprises :

Guide de suivi pour les organisations de la société civile

Rocío Moreno Lopez

Janvier 2013

Sommaire

Apparue il y a plus de 50 ans, la notion de responsabilité sociale des entreprises (RSE) n'en continue pas moins d'évoluer¹. La Banque mondiale définit la RSE comme « l'engagement des entreprises à contribuer au développement économique durable en travaillant de concert avec les employés, leurs familles, la communauté locale et la société au sens large pour améliorer leur qualité de vie dans des voies qui sont propices aux affaires et au développement² ».

Dans certains pays, comme la Bolivie et l'Indonésie, la RSE fait obligatoirement partie des négociations étendues entre les gouvernements et les entreprises pétrolières et minières sur les concessions affectant la part des recettes qui revient au pays. Les entreprises, pour remplir leur mandat en matière de RSE, ont souvent recours aux dépenses sociales directes pour financer des projets qui favorisent le développement dans les communautés où elles opèrent. Ces dépenses servent souvent à construire ou rénover des hôpitaux, écoles, routes ou habitations dans la région. Les entreprises s'engagent également dans des activités de renforcement des capacités, appuient des projets communautaires ou forent des puits dans des localités isolées.

Les dépenses sociales directes, quand elles sont bien appliquées, peuvent favoriser le développement et réduire la pauvreté. En 2011, les investissements sous forme de dépenses sociales directes de 12 compagnies pétrolières et minières dépassaient 2,4 milliards de dollars – soit cinq fois plus qu'en 2001. Mal conçues et mal appliquées, ces dépenses peuvent cependant mener à la corruption et saper l'autorité et les institutions du gouvernement. Compte tenu des enjeux, il est donc essentiel que les entreprises fournissent aux citoyens des informations complètes sur leurs dépenses sociales directes, afin de s'assurer qu'elles ont l'effet escompté.

Bien que les entreprises divulguent certaines informations, elles ne fournissent pas encore régulièrement d'informations détaillées et à jour sur les ressources décaissées dans le cadre de leurs programmes de RSE. La complexité et l'opacité des mécanismes permettant de livrer ces ressources constituent autant d'obstacles à la transparence et à la surveillance³.

Table des matières

Sommaire	1
Les dépenses sociales directes et l'importance de promouvoir la transparence et la redevabilité	2
Introduction aux dépenses sociales directes	6
Pour une plus grande transparence des dépenses sociales directes : les leçons des OSC	12
Conclusion	24
Recommandations	25

1 Matthew Genasci et Sarah Pray, « Extracting Accountability: The Implications of the Resource Curse for CSR Theory and Practice », *Yale Human Rights and Development Law Journal* 11 (2008).

2 M. Ettenborough et J. Shyne, « Corporate Social Responsibility, Public Policy and the Oil Industry in Angola », Study for the Corporate Social Responsibility Practice of the World Bank (Boston : Banque mondiale, 2003)

3 Paul Alexander Haslam, « The Corporate Social Responsibility System in Latin America and the Caribbean », Fondation canadienne pour les Amériques, (2004).

Aperçu

À PROPOS DE L'AUTEURE

Rocío Moreno, l'actuelle coordonnatrice du Mouvement mondial pour la transparence budgétaire, possède plus de dix années d'expérience dans la promotion de la transparence et de la redevabilité dans les industries extractives.

Les organisations de la société civile (OSC) du monde entier ont recours à différents mécanismes et stratégies pour améliorer la transparence et la redevabilité en matière de dépenses sociales directes. Ce document présente les expériences de deux OSC – le Grupo Propuesta Ciudadana (GPC) au Pérou et l'Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas (IBASE) au Brésil, qui ont réussi à amener les entreprises extractives à publier des données relatives à leurs dépenses, et qui, depuis, en ont suivi et évalué les retombées. Les deux OSC ont créé des indices de transparence et mené des audits sociaux rigoureux, afin d'évaluer et classer la performance des entreprises et d'entreprendre des activités de plaidoyer fondées sur des preuves. GPC a réussi à obtenir auprès de plus de 30 entreprises des informations sur des dépenses sociales d'une valeur de 900 milliards de dollars. IBASE, pour sa part, a contraint plus de 300 entreprises privées à divulguer les résultats de leurs audits sociaux.

Ce document examine également des expériences vécues dans des pays qui ont négocié l'inclusion des dépenses sociales directes au nombre des exigences en matière de divulgation applicables dans le cadre de l'Initiative de transparence des industries extractives (ITIE). À ce jour, 10 pays ont fourni dans leurs rapports ITIE des informations sur leurs dépenses sociales et environnementales⁴.

Les expériences pionnières décrites dans ce document fournissent à la société civile différentes stratégies pour obtenir et analyser des informations détaillées sur les dépenses sociales, ainsi que des leçons utiles en matière de promotion de la transparence et de la redevabilité dans ce domaine.

Les dépenses sociales directes et l'importance de promouvoir la transparence et la redevabilité

Qu'est-ce que la responsabilité sociale ?

Le monde compte actuellement plus de 2500 mines métallifères et environ 2500 mines de charbon⁵. En outre, on estime à 4000 le nombre de champs pétroliers en exploitation, dont tous ont potentiellement des effets négatifs sur la société et l'environnement⁶. Parmi ces effets, il y a, sur le plan socioéconomique, l'inflation, la perturbation de la cohésion sociale et des structures culturelles, la destruction du patrimoine culturel, de pratiques et de croyances, et divers graves problèmes de santé provoqués par la pollution⁷. Cajamarca, une région du nord des Andes péruviennes, site d'un projet d'expansion de 4,8 \$ milliards de la mine d'or de Yanacocha, exploitée par l'étatsunienne Newmont et la péruvienne Buenaventura, en est un exemple notable. Le projet de l'entreprise d'épuiser l'eau de plusieurs lacs a suscité chez les citoyens et les politiciens une opposition féroce, qui a causé une telle agitation que l'état d'urgence a dû être déclaré⁸.

Les peuples autochtones sont généralement parmi les plus vulnérables face aux activités d'extraction. Ils peuvent être invités à déménager de leurs terres traditionnelles ou contraints de le faire, voir leur patrimoine culturel pollué ou détruit, ou être décimés par des maladies contre lesquelles ils ne sont pas préparés à lutter. Au Mexique, le cas de Wirikuta, où l'on a demandé en 2011 au peuple indigène des Huichols de déménager, en est un exemple. Les Huichols ont rejeté la proposition du gouvernement, qui est quand même allé de l'avant en accordant un permis d'exploitation minière sur des terres que ce peuple considère comme sacrées⁹.

4 Burkina Faso, Kazakhstan, Kirgizstan, Libéria, Mongolie, Pérou, République du Congo, Togo, Yémen et Zambie.

5 « Marketplace », SearchMining.net, <http://www.searchmining.net/mininginfo/mining101/marketplace.asp> (Accédé le 28 juillet 2012).

6 Matthew R. Simmons, « The World's Giant Oilfields », Simmons & Co. International, non daté, <http://energyconversation.org/sites/default/files/062006GiantOilFields.pdf>.

7 A. Al Faruque et Z. Hossain, « Regulation vs Self-Regulation in Extractive Industries: A level playing field », *Macquarie Journal of International and Comparative Environmental Law*, 3 (2006) : p. 45-64.

8 « Conga: Cronología de un conflicto ». Los Andes, 12 août 2012, <http://www.losandes.com.pe/Politica/20111217/59111.html> (Accédé le 29 juillet 2012).

Douglas Thomson. « Social conflict in Peru's mining sector: When corporate/community relations go bad ». *The Economist Group. Management Thinking Blog*, 4 janvier 2013.

<http://www.management-thinking.org/content/social-conflict-perus-mining-sector> (Accédé le 11 janvier 2013).

9 Frente en Defensa de Wirikuta, 2010, Conflicto, <http://frenteendefensadewirikuta.org/wirikuta/> (Accédé le 28 juillet 2012).

Des situations comme celle des Huichols ont forcé les entreprises à reconnaître que leur responsabilité ne se limite pas à maximiser leurs bénéfices¹⁰, mais qu'elles ont aussi un devoir envers la société¹¹. Cette approche a été intégrée au concept de RSE, qui englobe non seulement le volet gestion de l'entreprise, mais également son point de vue éthique.

Les pétrolières et les minières entreprennent diverses activités pour répondre aux attentes de leurs actionnaires, tout en tenant compte des préoccupations socioéconomiques et environnementales locales et nationales. Pour ce faire, elles appliquent des politiques de solidarité et de collaboration avec la collectivité¹². On considère que les industries extractives sont parmi les principales à défendre la RSE, leurs activités étant parmi celles qui entraînent le plus de perturbations écologiques et sociales, et en raison de l'importance cruciale pour ces industries d'obtenir des permis d'exploitation¹³.

Que sont les dépenses sociales directes ?

La RSE englobe un large éventail d'activités, allant de politiques d'égalité des sexes au sein de l'industrie, jusqu'aux dépenses sociales directes effectuées dans les communautés où elle opère. Ces dépenses, lorsqu'elles sont allouées et utilisées à bon escient, peuvent avoir un impact important sur le bien-être d'une communauté. Les stratégies de RSE sont considérées comme profitables pour tous lorsque la performance de l'entreprise sur les plans social et environnemental est en hausse et que sa réputation en est également améliorée¹⁴. Par ailleurs, en investissant dans l'économie locale, les entreprises réduisent les risques de voir les communautés protester ou forcer la fermeture de projets¹⁵.

Les entreprises extractives investissent d'importantes ressources pour lancer des programmes communautaires de développement social. En 2001, les sociétés pétrolières, gazières et minières ont déboursé plus de 500 millions de dollars dans des programmes de développement communautaires¹⁶.

Un échantillon de données de 2011 provenant de 12 compagnies pétrolières et minières révèle que ces investissements ont quintuplé depuis 2001. Les tableaux 1 et 2 montrent qu'ensemble, les entreprises ont investi 2,4 milliards de dollars en 2011.

Tableau 1.
Investissements sociaux du secteur pétrolier (millions \$)

Sources : *Rapports de durabilité pour 2011 produits par British Petroleum, Exxon Mobil, Halliburton, Petrobras, Shell et Total.*

BP	Exxon Mobil	Halliburton	Petrobras	Shell	Total
103,7	278,4	5,2	227,2	125	380,8

Tableau 2.
Investissements sociaux du secteur minier (millions \$)

Sources : *Rapports de durabilité pour 2011 produits par BarrickGold, BHP Billiton, Freeport- McMoran GoldCorp, Rio Tinto et Vale.*

Barrick Gold	BHP Billiton	Freeport-Mc-Moran	GoldCorp	Rio Tinto	Vale
46,7	195,5	191	12,5	294	457,2

10 C. Valor, « Corporate Social Responsibility and Corporate Citizenship: Towards Corporate Accountability », *Business and Society Review*, 110 (2005) : p. 191-212.

11 N.C. Smith, « Corporate Social Responsibility. Not whether, but how? » Centre for Marketing Working Paper, London Business School, <http://www.london.edu/facultyandresearch/research/docs/03-701.pdf>.

12 G. Nuñez, « La Responsabilidad Social Corporativa en el marco de desarrollo sostenible », (Santiago de Chile, Nations unies, 2003).

13 R. Haman et P. Kapelus, « Corporate Social Responsibility in Mining in Southern Africa: Fair accountability or just greenwash? » *Development* 47 (2004) : p. 85-92.

14 N. Garvey et P. Newell, « Corporate accountability to the poor? Assessing the effectiveness of community-based strategies », *Development in Practice* 15 (2007) : p. 389-404.

15 S. Korpela, « Social Funds in Peru – Context, analysis and proposals », RWI, New York, 2007.

16 J.B. Wells, M. Perish et L. Guimaraes, « Can oil and gas companies extend best operating practices to community development assistance programs? » (présenté à l'occasion de la Society of Petroleum Engineers Asia Pacific Oil and Gas Conference and Exhibition, Jakarta, Indonésie, 17-19 avril 2001).

Aperçu

Cette hausse énorme s'explique en partie par le nombre croissant d'entreprises qui établissent leurs investissements sociaux à 1 pour cent des bénéfices annuels avant impôt. Par exemple, BHP Billiton à Minera Escondida, au Chili, qui alloue à sa fondation minière 1 pour cent de ses bénéfices annuels avant impôt, calculés sur une moyenne mobile de trois ans.

Si 2,4 milliards de dollars peut sembler une somme modeste par rapport aux recettes totales perçues par les gouvernements sous la forme de redevances et de taxes (en 2011, Shell à elle seule a payé 22,6 milliards de dollars en impôts sur les sociétés et 4,4 milliards de dollars en redevances), pour les communautés locales, ces investissements peuvent être très importants.

L'importance de la transparence

La RSE implique que les entreprises ont une responsabilité envers les personnes susceptibles d'être affectées par leurs activités, leurs politiques et leurs pratiques. Pour qu'une société puisse être tenue responsable, elle doit fournir des informations non seulement à ses actionnaires, mais aussi à d'autres parties prenantes. Certaines entreprises publient sur leurs sites Web des rapports sur la durabilité, qui renseignent sur les mesures prises pour réduire leurs impacts négatifs, sur leurs politiques du travail, ainsi que sur la mise en œuvre de mécanismes de compensation ou d'atténuation, ou encore de programmes sociaux dans les zones rurales.

D'autres sont allés plus loin en offrant des informations complémentaires plus spécifiques dans le but d'informer les citoyens. Freeport-McMoRan, par exemple, a créé le site Web Freeport in My Community (www.freeportinmycommunity.com), qui présente des informations de fond sur les ressources, les programmes et les mécanismes figurant à l'ordre du jour de la société en matière de RSE. Le rapport d'entreprise citoyenne d'Exxon Mobil fournit des renseignements utiles pour les parties prenantes de l'entreprise¹⁷.

Malgré ces avancées, la transparence des dépenses sociales directes est plus souvent l'exception que la règle. Les entreprises doivent améliorer leurs rapports en fournissant des informations détaillées sur les types de projets financés, dans quel but, les montants déboursés, et qui est responsable de l'attribution de ces ressources. À titre d'exemple, Rio Tinto divulgue des informations sur les accords conclus avec les groupes autochtones sur des questions socioéconomiques et environnementales, mais ne parvient pas à fournir des informations essentielles sur les montants alloués et leurs retombées pour la collectivité¹⁸. Ce n'est que par la divulgation complète des renseignements que l'efficacité des programmes et des activités d'une entreprise peut être évaluée.

Bien que les dépenses sociales directes soient privées et volontaires, il existe des arguments solides pour une plus grande transparence, compte tenu de l'impact potentiellement important de ces dépenses sur les petites économies locales¹⁹. Il y a par ailleurs trois raisons supplémentaires de promouvoir la transparence dans ce domaine :

1. Implicitement ou explicitement, les entreprises effectuent des dépenses sociales directes grâce à des concessions sur des ressources naturelles qui appartiennent aux citoyens²⁰.
2. Le pays hôte devra potentiellement faire des compromis. Les entreprises bénéficient d'avantages fiscaux qui leur permettent de déduire de leurs impôts annuels les dépenses sociales. Les gouvernements peuvent aussi faire des concessions sur le paquet fiscal global (par exemple, un congé fiscal) en échange de dépenses sociales directes.
3. Les entreprises offrent souvent des services d'intérêt public qui peuvent avoir un effet positif ou négatif sur les communautés où elles exercent leurs activités.

17 Voir : http://www.exxonmobil.com/Corporate/community_ccr.aspx.

18 P. Newell, P., « Citizenship, accountability and community: the limits of the CSR agenda », *International Affairs*, 81 (2005) : p. 541-57.

19 Erin Smith et Peter Rosenblum, *Enforcing the Rules*, (New York : Revenue Watch Institute, 2011).

20 Revenue Watch Institute, « Direct Social Expenditures » (document d'information du groupe de travail stratégique de l'ITIE), avril 2012.

Pour ces raisons, les citoyens ont tout intérêt à recevoir des informations complètes et à jour sur les projets mis en œuvre par les entreprises chez eux. Ces informations permettent aux citoyens et aux gouvernements de déterminer si les entreprises et leurs projets liés à la RSE contribuent au développement durable. Cet aspect est d'autant plus important dans les cas où ces politiques sont volontaires, un suivi indépendant n'est pas toujours assuré, et des sanctions fermes pour non-conformité ne sont pas appliquées²¹.

Une plus grande transparence peut être avantageuse pour toutes les parties prenantes :

Pour la *société civile*

- Les citoyens ont la possibilité de tenir responsables les entreprises qui n'investissent pas les dépenses sociales directes de la manière prévue;
- Les citoyens peuvent utiliser ces informations pour tenir leurs gouvernements et autres institutions responsables de leur utilisation des dépenses sociales directes;
- Les citoyens peuvent utiliser ces informations pour déterminer si les politiques des entreprises sont bien alignées sur les plans de développement du gouvernement;
- La transparence peut aider à identifier les cas de mauvaise gestion et de corruption.

Pour les *gouvernements locaux*

- Les gouvernements peuvent utiliser les informations pour aligner leurs stratégies sociales sur celles des entreprises, afin d'éviter les doublons;
- Ces informations peuvent servir aux gouvernements pour faire des prévisions et planifier en fonction de responsabilités budgétaires assumées par des entreprises privées (par exemple, des écoles ou des hôpitaux bâtis par des entreprises, et dont la gestion et l'entretien seront assurés par le gouvernement après le départ des entreprises).

Pour les *entreprises*

- Les entreprises peuvent obtenir et conserver un permis social d'exploitation²². La notion de permis social s'applique quand les activités entourant un projet d'extraction jouissent d'une approbation soutenue et d'une large acceptation au sein de la société²³;
- Les entreprises informent les investisseurs et attirent des capitaux²⁴;
- La transparence favorise la confiance des actionnaires envers la pérennité de leurs entreprises²⁵;
- Les entreprises soulignent leurs contributions aux activités de développement, facilitant ainsi la gestion des parties prenantes et les relations avec ces dernières. Ceci entraîne à son tour une augmentation de la valeur de marché et une plus grande richesse de l'entreprise, avec en résultat un accroissement de ses capacités²⁶.

Malgré les avantages d'une plus grande transparence, les entreprises ne présentent en général que des informations qualitatives sur les projets qu'elles financent ou mettent en œuvre; les données

21 M.E. Correa, S. Flynn et A. Amit, « Responsabilidad Social Corporativa en America Latina: una visión empresarial. », Serie Medio Ambiente y Desarrollo, CEPAL (2004).

22 S. Korpela, *Social Funds in Peru. Context, analysis and proposals*, (New York : Revenue Watch Institute, 2009).

23 J. Prno et D.S. Slocumbe, « Exploring the origins of 'social license to operate' in the mining sector: Perspectives from governance and sustainability theories », *Resources Policy* 37 (2012) : p. 346-357.

24 H. Jenkins et N. Yakovleva, « Corporate social responsibility in the mining industry: Exploring trends in social and environmental disclosure », *Journal of Cleaner Production* 14 (2005) : p. 271-84.

25 H. Jenkins et N. Yakovleva, « Corporate social responsibility in the mining industry: Exploring trends in social and environmental disclosure », *Journal of Cleaner Production* 14 (2005) : p. 271-84.

26 Revenue Watch Institute, « Direct Social Expenditures », (document d'information du groupe de travail stratégique de l'ITIE), avril 2012. W.J. Henisz, S. Dorobantu, et L. Nartey, « Spinning Gold: The Financial Returns to External Stakeholder Engagement », University of Pennsylvania : p. 16-17 (2011).

J. Post, L. Preston et S. Sauter-Sachs, « Redefining the corporation: Stakeholder management and organizational wealth », Stanford University Press (2002).

Aperçu

quantitatives sont rares²⁷. Les rapports des entreprises fournissent le total des montants alloués à l'investissement communautaire au cours d'une année donnée, mais sans les ventiler par pays ou régions d'un pays.

Le tableau 3 à la page suivante donne un aperçu des renseignements qu'Exxon Mobil publie dans ses rapports. Habituellement, par rapport à cet exemple, les informations ne sont pas ventilées à ce point. Dans certains cas, les entreprises, bien qu'actives dans de nombreuses autres régions du monde, fournissent plus d'informations sur leur travail dans leurs pays d'origine.

Total des investissements communautaires	278,4
États-Unis	161,3
Afrique/Moyen-Orient	45,9
Europe	30,1
Asie-Pacifique	26,1
Canada	13,3
Amérique latine	1,7

Tableau 3.
Investissements communautaires
d'Exxon Mobil pour 2011 (millions \$)

Source : Rapport de durabilité 2011.

Le tableau 4 indique le niveau de désagrégation des informations que BP présente à ses parties prenantes. La société publie des informations par pays uniquement pour les États-Unis et le Royaume-Uni, des informations continentales pour l'Europe, et un seul chiffre pour tous les autres pays où elle œuvre.

Contributions volontaires	103,7
États-Unis	37,5
Royaume-Uni	27
Europe	2,6
Reste du monde	36,6

Tableau 4.
Investissements communautaires de
British Petroleum pour 2011 (millions \$)

Source : Rapport de durabilité 2011.

Introduction aux dépenses sociales directes

La société civile joue un rôle important dans le suivi de la performance des entreprises. Aussi devient-il particulièrement important de contrôler et garantir la conformité de ces dernières, car « dans les pays en développement, où les lois ne sont pas toujours appliquées et où règne une corruption endémique, les entreprises sont habituellement amenées à s'autoréglementer »²⁸. Or, pour travailler efficacement, il faut d'abord apprécier les mécanismes dont se servent les entreprises extractives pour effectuer leurs investissements communautaires, ainsi que les problèmes posés par chacun en ce qui a trait à la transparence et à la redevabilité.

Les entreprises ont recours à différents mécanismes pour distribuer des ressources aux collectivités, en fonction des objectifs de leurs programmes et d'autres facteurs contextuels. Une entreprise pourrait ainsi mettre en place différents mécanismes dans différents pays. Pour ce faire, elle pourrait en outre utiliser des mécanismes de décaissement publics ou privés, ou une combinaison des deux.

Cette section passe en revue les différents mécanismes de décaissement que les entreprises utilisent pour régler des dépenses sociales, les facteurs contextuels qui ont conduit les entreprises à

27 H. Jenkins et N. Yakovleva, « Corporate social responsibility in the mining industry: Exploring trends in social and environmental disclosure », *Journal of Cleaner Production* 14 (2005) : p. 271-84.

28 G. Hilson, « Corporate Social Responsibility in the extractive industries: experiences from developing countries », *Resources Policy* 37 (2012) : p. 131-37.

choisir l'un ou l'autre de ces mécanismes, ainsi que les avantages et inconvénients de chacun. Ces informations muniront de connaissances et d'outils les OSC qui souhaitent entreprendre un suivi efficace sur le terrain.

Création en interne d'une aile de développement pour réaliser des projets sociaux

Les entreprises qui cherchent à améliorer les conditions socioéconomiques locales peuvent le faire en internalisant la conception et la mise en œuvre de programmes sociaux. Pour ce faire, les entreprises choisiront une option ou une combinaison d'options parmi les suivantes :

- Développer les compétences internes liées à la mise en œuvre des politiques sociales;
- Entreprendre des évaluations de la communauté afin de déterminer la meilleure stratégie de développement pour chaque localité;
- Fonder la branche caritative de l'entreprise – une unité ou un département, par exemple;
- Apprendre à entretenir de bonnes relations avec toutes les parties prenantes – gouvernements, membres de la communauté et organisations locales.

Des organisations industrielles telles que le Conseil international des mines et métaux (CIMM) ont joué un rôle crucial en aidant les entreprises à se mettre à la tâche, notamment par la création d'outils destinés à les assister dans leur processus d'engagement communautaire et dans le renforcement de leurs relations avec les principales parties prenantes²⁹. Barrick Gold, par exemple, a choisi de lancer des programmes de développement durable. En 2000, l'entreprise a commencé à travailler avec la communauté de Cuncashca, au Pérou, à l'élaboration d'une stratégie d'affaires afin d'améliorer l'esprit d'entreprise chez les agriculteurs locaux. Un rapport de l'entreprise révèle que les agriculteurs sont passés d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale³⁰.

Les investissements sociaux des entreprises peuvent également prendre la forme de dons en nature. Par exemple, CITGO distribue aux ménages des ampoules fluocompactes afin de réduire le coût de l'électricité³¹. Pemex fournit aux collectivités des ressources en nature pour construire des routes ou des habitations³².

Cette approche a l'avantage de permettre aux citoyens de tenir les entreprises responsables de leurs promesses et d'exiger des résultats.

Cependant, cette approche a aussi certains inconvénients. Les entreprises, dont les gestionnaires établissent seuls les priorités, pourraient ne pas réaliser d'évaluations rurales inclusives. Les politiques et les programmes sociaux des entreprises pourraient ne pas correspondre aux plans de développement nationaux, régionaux et locaux. Enfin, la viabilité de certains projets pourrait être compromise, les gouvernements ne disposant peut-être pas des fonds nécessaires pour assurer le fonctionnement d'une école ou d'un hôpital. Une telle approche risque également de rendre la performance future du gouvernement moins efficace.

Versement de contributions directes aux collectivités locales ou à des dirigeants communautaires identifiés

Les entreprises versent également des contributions directes aux gouvernements afin d'aligner le programme social de l'entreprise sur les plans de développement local, de favoriser les alliances avec les gouvernements locaux pour faciliter les opérations et éviter, dans la mesure du possible, d'entreprendre des activités dont la responsabilité revient à l'État.

29 ICMM, The Community Development Toolkit, disponible au www.icmm.com.

30 Barrick Gold, Beyond Borders, A Barrick Gold Quarterly Report, disponible au www.barrick.com.

31 Voir : www.citgo.com.

32 Voir : www.pemex.com.

Aperçu

Dans la grande majorité des cas, les entreprises qui choisissent ce modèle sont publiques, comme Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos, ou publiques-privées, comme Petrobras.

Les entreprises peuvent choisir de fournir des ressources aux gouvernements nationaux ou locaux. Toutefois, lorsque les capacités des gouvernements locaux sont faibles, la fourniture de ressources risque d'aggraver des problèmes de gestion existants. Les entreprises qui traitent avec des institutions faibles pourraient se concentrer en premier lieu sur le renforcement des capacités du gouvernement, ou recourir à d'autres mécanismes décrits dans cette section.

L'avantage des contributions directes, c'est qu'il est relativement simple de suivre la mise en œuvre des ressources : une fois inscrites dans le budget consolidé, ces ressources sont traitées comme tous les autres fonds publics et soumises aux mêmes règles en matière de transparence et de redevabilité. Des règles strictes faciliteront la surveillance. Des règles faibles ou inexistantes la rendront plus ardue. Il y a un risque, cependant, que ces ressources évitent le fonds du budget principal et échappent aux processus et institutions de contrôle budgétaire.

Les entreprises peuvent également choisir de verser des fonds consacrés à la RSE à des dirigeants communautaires reconnus, qui les redistribuent ensuite à la communauté. Cependant, ces ressources peuvent servir à acheter le consentement des dirigeants et prévenir des conflits sociaux, plutôt que de profiter aux utilisateurs finaux. Pemex, par exemple, a accordé d'importantes ressources à des dirigeants communautaires reconnus, afin d'éviter des grèves ou des perturbations de l'exploitation de ses puits de pétrole³³. Le recours à des dirigeants communautaires reconnus pour répartir les ressources est le mécanisme le plus opaque qu'une entreprise puisse choisir. Discrétionnaire, il présente pour cette raison d'énormes risques de corruption.

Création de fondations, fiducies ou fonds (FFF)

Une entreprise peut choisir une fondation, une fiducie ou un fonds (FFF), voire une combinaison des trois, pour³⁴ :

- Mettre en œuvre des actions volontaires qui vont au-delà des activités principales de l'entreprise;
- Verser des indemnités à une communauté;
- Partager un pourcentage de ses bénéfices avec la collectivité.

On estime à plus de 60 le nombre de FFF présents dans les pays en développement³⁵. À elle seule, Rio Tinto a créé neuf FFF afin de mettre en place ses activités et programmes sociaux dans le monde³⁶. Les dons versés par les entreprises qui créent leurs propres organisations sans but lucratif sont déductibles d'impôt, ce qui constitue un puissant incitatif économique.

Les FFF sont des mécanismes indépendants conçus pour répondre à de multiples objectifs. Par exemple, les entreprises qui acceptent de travailler avec les communautés pour financer des programmes sociaux peuvent intégrer une structure de gouvernance conjointe autorisant une prise de décisions collective. En investissant des ressources dans les FFF, les entreprises formalisent des accords initialement considérés comme informels et volontaires.

33 K. Pirker et J.M. Arias, « El Acceso a la Información para la Controlaria Social. El caso de las donaciones y donativos de Pemex a Tabasco », Fundar, 2006.

34 *Mining Foundations, Trusts and Funds: A Sourcebook*, (Washington : Banque mondiale, 2010), disponible ici : http://siteresources.worldbank.org/EXTOGMC/Resources/Sourcebook_Full_Report.pdf.

35 *Mining Foundations, Trusts and Funds: A Sourcebook*.

36 Voir : www.riotinto.com.

Les principales caractéristiques des FFF sont les suivantes :

1. Fondation : généralement une organisation sans but lucratif qui verse des fonds à d'autres organisations ou qui finance ses propres œuvres de bienfaisance. Par exemple, au Chili, la fondation Minera Escondida, une organisation autonome, sans but lucratif, détenue par BHP Billiton, Japan Escondida Corp. et Rio Tinto. Elle est financée grâce à l'attribution de 1 pour cent des bénéfices annuels avant impôt³⁷.
2. Fiducie : une construction juridique en vertu de laquelle une personne (la fiduciaire) donne à une personne ou à une institution (la fiduciaire) le contrôle fiduciaire d'un bien, au profit des bénéficiaires. Une fondation peut être constituée en fiducie³⁸. La Fondation Rössing a été créée par un acte de fiducie afin de mettre en œuvre les activités de l'entreprise en matière de RSE³⁹.
3. Fonds : un ensemble de ressources mises de côté par l'entreprise dans un but précis et investies dans un compte bancaire indépendant.

Le choix du meilleur mécanisme d'investissement de ressources dans une communauté dépend de facteurs contextuels.

Les entreprises opteront pour une fondation ou une fiducie afin de préserver l'indépendance de l'organisation par rapport au donateur, ou d'éviter que les capacités limitées des autorités locales ne compromettent la réalisation de projets de développement dans la communauté⁴⁰.

Les citoyens bénéficient principalement de la création de fondations ou de fiducies, car elles facilitent l'identification des parties responsables. À titre d'exemple, la Fondation Shell, créée en 2000 en tant qu'organisme caritatif indépendant enregistré au Royaume-Uni, et dont le mandat est mondial⁴¹. Un conseil de fiduciaires, formé de deux représentants de l'entreprise et de quatre conseillers externes, garantit dans une certaine mesure l'indépendance du processus décisionnel de la fondation.

L'inconvénient, c'est que la création d'institutions parallèles telles que les fondations et les fiducies peut réduire la capacité des gouvernements locaux à lancer des projets de développement. Au lieu de collaborer avec les gouvernements, ce qui contribuerait à renforcer et développer leurs capacités, les entreprises créent leurs propres organisations pour fournir des biens et services publics.

Généralement, c'est lorsque les gouvernements s'engagent dans la promotion et la négociation de fonds, que les entreprises en créent. Les gouvernements auront tout intérêt à favoriser la création d'un tel mécanisme s'ils souhaitent :

- Obtenir une plus grande part des redevances ou taxes sans avoir à réformer le régime fiscal du pays. En 2006, les prix élevés des matières premières ont poussé le gouvernement péruvien à créer le Programme minier de solidarité avec le peuple, en vertu duquel les entreprises acceptent de verser dans un fonds, pendant cinq ans, une contribution

37 Voir : <http://www.fme.cl>.

38 A. Warhurst, *Private Sector Development Institutions: A review of drivers and practice*, (final report for the Minerals Processing Research Institute), 2001, disponible au www.idrc.ca.

39 Voir : <http://rossingfoundation.com>.

40 E. Wall et R. Pelon, « Sharing mining benefits in developing countries. The experience with foundations, trusts and funds », *Extractive Industries for Development Series no 21*, Banque mondiale, 2011.

41 Voir : www.shellfoundation.org.

Aperçu

volontaire égale à 3,75 pour cent de leurs bénéfices nets, afin de subventionner des programmes sociaux dans les communautés minières⁴²;

- Contourner les contraintes politiques. Habituellement, la création de fonds ne requiert ni l'approbation ni le consentement d'un autre organisme gouvernemental, ce qui permet aux gouvernements de disposer des ressources comme ils l'entendent;
- Fixer le montant des dépenses sociales directes, afin de ne pas dépendre du budget annuel de l'entreprise.

Pour en assurer la réussite, il est essentiel que les citoyens prennent part au processus décisionnel d'un fonds. Le Freeport Partnership Fund for Community Development⁴³ a été créé en Indonésie en 1996 pour mettre en œuvre des programmes de développement chez les indigènes papous⁴⁴. Pour ce faire, l'Amungme and Kamoro Community Development Organization, formée de représentants du gouvernement, de l'église et de la communauté, a été désignée pour superviser le décaissement des fonds, augmentant ainsi la confiance de la communauté quant à l'utilisation de ces derniers. Cependant, cette approche a également exposé les membres de la communauté à la possibilité d'être cooptés par l'entreprise et de perdre de vue les désirs et les besoins de leurs communautés.

Autre inconvénient de l'utilisation des fonds, c'est qu'ils sont protégés dans de nombreux pays par une obligation fiduciaire de confidentialité, qui limite la capacité des citoyens à accéder à l'information.

Canaliser les dépenses sociales ou financer des initiatives existantes à travers des ONG établies

Les entreprises peuvent choisir de distribuer des ressources et mettre en œuvre des projets de développement par l'entremise ou aux côtés d'un tiers, comme une OSC ou une ONG locale, ou de financer des initiatives existantes mises en œuvre par d'autres institutions⁴⁵.

En collaborant avec d'autres organisations, l'entreprise :

- Peut bénéficier de l'expertise d'un tiers dans la mise en œuvre de programmes sociaux.
- N'a pas besoin de renforcer les capacités en interne pour mettre en œuvre des stratégies de développement;
- N'a pas besoin d'entreprendre des évaluations de la communauté.

Chevron, par exemple, a choisi de collaborer avec une OSC locale au Bangladesh pour dédommager le peuple bengali à la suite de la perte de terres provoquée par l'exploitation des champs gaziers de Maulvi Bazar et de Bibiyana. Cette collaboration a permis aux familles de recevoir une formation et des actifs pour aider au démarrage de nouveaux commerces et à l'obtention de nouveaux moyens de subsistance⁴⁶.

En 2011, Petrobras a collaboré avec l'UNICEF pour mener à bien, dans une région semi-aride et pauvre du Brésil, une initiative visant à autonomiser les communautés et les gestionnaires publics afin d'améliorer les conditions de vie des jeunes. Selon le rapport de responsabilité sociale de l'entreprise, l'initiative a permis de réduire de moitié le taux de malnutrition chez les enfants de moins de deux ans⁴⁷.

42 « El Programa minero de Solidaridad con el Pueblo, Evaluacion de Transparencia », Reporte de vigilancia no 5, Grupo Propuesta Ciudadana, 2012.

43 Voir : http://www.fcx.com/envir/land_indo.htm.

44 E. Wall et R. Pelon, « Sharing mining benefits in developing countries. The experience with foundations, trusts and funds ».

45 E. Wall et R. Pelon, « Sharing mining benefits in developing countries. The experience with foundations, trusts and funds ».

46 Voir : www.chevron.com.

47 Voir : www.petrobras.com.br.

Travailler par l'entremise d'organismes tiers comporte certains inconvénients :

- Les entreprises pourraient se distancier de la communauté, ce qui peut avoir un impact sur leur permis social d'exploitation;
- La possibilité pour les citoyens de tenir les entreprises responsables est réduite. En décaissant des fonds à travers des tiers, les entreprises ne sont plus responsables de l'exécution des programmes sociaux. En outre, puisque les entreprises peuvent distribuer des ressources à travers plus d'une organisation, identifier la partie responsable peut devenir plus difficile;
- Les organisations sont responsables devant les institutions qui leur fournissent des fonds. Cependant, elles ne sont pas tenues d'informer la communauté ou de travailler avec elle;
- D'autres parties prenantes et communautés pourraient douter de l'impartialité et de l'efficacité des organisations qui travaillent avec les entreprises extractives.

Type de mécanisme	Avantages	Inconvénients
Aile interne de développement	<ul style="list-style-type: none"> • Il est plus facile pour les citoyens d'identifier la partie responsable de la mise en œuvre des actions sociales; • Les citoyens savent à qui demander des comptes; • Représente une solution de rechange lorsque les institutions des gouvernements locaux sont faibles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les gestionnaires de l'entreprise pourraient décider seuls des actions sociales de l'entreprise; • Risque que l'entreprise n'aligne pas ses politiques et programmes sociaux sur les plans de développement nationaux, régionaux et locaux; • Risque de dédoublement des efforts; • La durabilité des projets peut être mise en péril; • Aucun renforcement des capacités du gouvernement, et sa légitimité en tant que prestataire de services pour la population risque à long terme de s'éroder.
Contributions directes aux autorités locales et/ou à des dirigeants communautaires identifiés	<p><i>Autorités locales</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le programme social de l'entreprise peut être aligné sur les plans de développement locaux; • Préserve les responsabilités de l'État; • Les ressources peuvent être contrôlées par les lois sur l'accès à l'information; • Les ressources sont affectées par le biais de mécanismes institutionnels. 	<p><i>Autorités locales</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Lorsque les capacités de l'administration locale sont faibles, il y a un risque, en lui fournissant des ressources, d'aggraver les problèmes de gestion existants. <p><i>Dirigeants communautaires identifiés</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Cette approche n'est pas recommandée. Elle crée des occasions de corruption et entraîne des divisions au sein de la communauté.
Fondations, fiducies ou fonds	<p><i>Fondations ou fiducies</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Puisqu'il s'agit d'une institution spécialisée qui met en œuvre des programmes sociaux, l'impact pourrait être plus grand; • Les citoyens peuvent facilement identifier la partie responsable. <p><i>Fonds</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les dépenses sociales directes fixes éliminent la volatilité des contributions de l'entreprise; • Les citoyens ont la possibilité de participer à la structure de gouvernance du fonds. 	<p><i>Fondations ou fiducies</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La création d'institutions parallèles peut finir par affaiblir les capacités du gouvernement local; • Il peut être plus difficile de tenir responsable une entité privée; • L'absence de mécanismes officiels de responsabilisation. <p><i>Fonds</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Peut créer des structures de gouvernance parallèles à celles du gouvernement; • Les citoyens qui participent à des structures de gouvernance de fonds pourraient être cooptés; • L'obligation fiduciaire de confidentialité peut limiter l'accès à l'information.

Tableau 5. Sommaire des avantages et des inconvénients des différents mécanismes

Aperçu

Type de mécanisme	Avantages	Inconvénients
Impartition à des ONG établies	<ul style="list-style-type: none"> • Expertise dans la mise en œuvre de programmes sociaux; • Possibilité d'entreprendre des initiatives de plus grande envergure en collaborant avec les institutions financières internationales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises pourraient se distancier de la communauté et de ses besoins; • Moins de possibilités de tenir les entreprises responsables; • Il devient difficile d'identifier les responsables; • Les organismes responsables de la mise en œuvre rendent des comptes à l'entreprise et non à la communauté; • D'autres peuvent remettre en question l'impartialité et l'efficacité des organisations.

Les OSC qui s'engagent dans la surveillance doivent tenir compte des avantages et inconvénients des différents mécanismes utilisés pour verser des dépenses sociales aux communautés.

Pour une plus grande transparence des dépenses sociales directes : les leçons des OSC

Les OSC ont pris conscience du potentiel qu'ont les ressources liées à la RSE de réduire la pauvreté et promouvoir le développement des communautés. Pour cette raison, elles ont conçu différentes approches destinées à suivre les investissements communautaires et à faire avancer l'ordre du jour en matière de transparence et de redevabilité dans ce domaine.

Cette section passe en revue les expériences pionnières de deux OSC différentes qui ont amélioré la transparence des dépenses sociales directes dans leur pays. Leur travail fournira des leçons utiles aux OSC qui souhaiteraient s'engager dans ce type de travail.

Grupo Propuesta Ciudadana : la contribution volontaire du secteur minier

En 2006, le gouvernement péruvien a signé avec plus de 30 entreprises minières un accord en vue de lancer le programme minier Solidarité avec le peuple (Programa Minero de Solidaridad con el Pueblo, PMSP), dont l'objectif était d'améliorer le bien-être, réduire la pauvreté et favoriser le développement dans les communautés touchées par l'extraction de ressources⁴⁸. Les entreprises se sont engagées à allouer une partie de leurs dépenses sociales directes par le biais de contributions volontaires.

D'après négociations durant plusieurs années entre le gouvernement péruvien et les entreprises ont été nécessaires pour en arriver à une entente. Le gouvernement voulait imposer une taxe sur les bénéficiaires exceptionnels, afin de mettre la main sur une plus grande part des bénéficiaires touchés par les entreprises minières en raison des prix exceptionnellement élevés des minéraux⁴⁹. Le Grupo Propuesta Ciudadana, ou GPC, un consortium de 11 OSC péruviennes, a estimé que les entreprises devraient payer plus de 1,5 milliards de dollars par an⁵⁰.

Or, les entreprises minières ont fait une offre différente : elles se sont engagées à verser, pendant cinq ans, une contribution volontaire à des associations ou fonds indépendants créés à cette fin, soit l'équivalent de 1 à 3,75 pour cent des bénéfices⁵¹. Il a été estimé que les entreprises déboursaient environ 2500 millions de nouveaux soles péruviens (plus de 900 millions de dollars), une

48 Comision Sectorial, Programa Minero de Solidaridad con el Pueblo, Informe no 001-2007, Ministerio de Energía y Minas, 2007.

49 S. Korpela, « Social Funds in Peru – Context, analysis and proposals », Revenue Watch Institute, New York, 2009.

50 El Programa minero de Solidaridad con el Pueblo, Evaluacion de Transparencia », Reporte de vigilancia no 5, Grupo Propuesta Ciudadana, 2012.

51 Voir : <http://www.snmpe.org.pe>.

importante somme de ressources privées, pour favoriser le développement social. En vertu de cette entente, les fonds resteraient sous le contrôle des entreprises, et la contribution totale des minières baisserait de 500 millions de dollars, selon les estimations. Un cabinet d'audit indépendant effectuerait une vérification afin de garantir que les entreprises versent le bon pourcentage de ressources.

GPC a lancé une vigoureuse campagne en appui à la taxe sur les bénéfices exceptionnels. Toutefois, le gouvernement et les entreprises ayant déjà conclu l'entente précédemment citée, l'organisme a recentré ses efforts sur la promotion de la transparence et de la redevabilité au profit du Fonds de contributions volontaires.

La stratégie de plaidoyer de GPC

L'entente a mené à la création d'un Fonds de contributions volontaires comprenant deux catégories de fonds ayant des portées différentes : un fonds local et un fonds régional. Ce dernier serait consacré aux dépenses sociales dans les zones minières les plus pauvres, alors que le fonds local serait utilisé pour investir dans les communautés minières, le choix des domaines d'investissement incombant par ailleurs aux entreprises.

Bien que l'entente ait été conclue avec le gouvernement, ces ressources n'ont jamais perdu leur caractère privé et volontaire. La responsabilité de la mise en œuvre des ressources est restée entre les mains des minières. Les mécanismes de surveillance étaient pratiquement inexistantes. Lorsque le Conseil sectoriel du ministère de l'Énergie et des Mines a été créé en 2007, ses principales missions se limitaient à coordonner et contrôler la conformité des entreprises par rapport aux exigences juridiques de l'entente, et ne comprenaient pas la surveillance de l'impact de ces ressources⁵².

GPC a assuré une surveillance continue du Fonds de contributions volontaires en se concentrant sur deux aspects fondamentaux :

1. La transparence;
2. La gestion et l'impact des ressources sur les communautés locales.

Les objectifs de GPC étaient les suivants:

- Sensibiliser les citoyens à l'importance des dépenses sociales directes des entreprises;
- Renforcer la transparence du fonds et des mécanismes de surveillance;
- Améliorer l'attribution des ressources du fonds à travers le suivi et l'évaluation.

Pour atteindre ces objectifs, GPC a entrepris les actions suivantes :

1. Création d'un indice de transparence

Pour évaluer les informations sur la gestion du fonds offertes par les minières, GPC a créé un indice permettant un classement en fonction de leur niveau de transparence. Pour ce faire, on a embauché un expert à plein temps, qui a travaillé avec l'équipe technique de GPC à la conception d'une méthodologie consistant à concevoir pour les indicateurs des scores pondérés. Le tableau 6 présente les variables de l'indice, les indicateurs et les scores utilisés.

52 Comisión Sectorial, Programa Minero de Solidaridad con el Pueblo, Informe no 001-2007.

Aperçu

Sujet	Variable	Indicateurs	Score maximum
Conformité aux obligations juridiques	Application de la loi	À la lumière des 10 derniers rapports, l'entreprise s'est-elle acquittée de son obligation d'envoyer des informations au ministère de l'Énergie et des Mines (Minem) ?	40
Engagement envers la transparence	Transparence du PMSP	Quelle quantité d'informations trouve-t-on sur le programme minier Solidarité avec le peuple dans le site Web de l'entreprise ?	15
		Mention générale	5
		Mentionné de manière relativement détaillée	5
		Mentionné de manière très détaillée	5
Accord-cadre	Accord du PMSP	L'accord et ses modifications apparaissent dans le site Web	5
Mécanismes de coordination	Conformation des comités de coordination technique (CCT)	Informations sur les activités et les accords des membres de la CTC	5
		Informations sur les membres	2,5
		Informations sur les activités et accords	2,5
Gestion des ressources	Informations sur le projet	Liste des projets mis en œuvre	5
	Gestionnaires de projet	Informations sur les relations institutionnelles et/ou des entreprises qui exploitent les projets	5
	Projets communs	Informations sur la façon dont les projets sont alignés avec les autres projets de l'entreprise	5
Évaluation	De base	Les études préliminaires sont publiées sur le site.	10
	Évaluation de l'impact	Les évaluations d'impact sont publiées sur le site	10
		SCORE TOTAL	100

Tableau 6.
Variables, indicateurs et scores
Source : GPC, 2010.

Les indicateurs de l'indice étaient fondés sur les exigences d'information prévues par le gouvernement. GPC n'a pas eu à demander aux entreprises de publier plus d'informations que celles demandées par le gouvernement. Deux fois par an, l'expert de GPC a parcouru les sites Web des 39 entreprises signataires, à la recherche des informations requises par l'accord. Il a ensuite examiné et évalué ces informations à la lumière des indicateurs convenus. Grâce à ces indicateurs, un score a été attribué à chacune des 39 entreprises en fonction de la quantité d'informations divulguées. Les entreprises ne respectant pas leur responsabilité de base en matière de transparence ont été isolées.

2. Diffusion des résultats

L'objectif sous-jacent de ce classement de transparence était, en créant une concurrence entre pairs, d'encourager les entreprises à respecter les normes de transparence les plus élevées⁵³. GPC a largement diffusé le classement à travers les médias et les OSC partenaires afin d'accroître la pression sur les entreprises. En diffusant le classement, GPC a sensibilisé les gouvernements, les autorités locales, les citoyens et les médias quant au niveau de transparence de la gestion des fonds par les entreprises.

53 Grupo Propuesta Ciudadana, « El Programa Minero de Solidaridad con el Pueblo, El Ranking de transparencia de las empresas mineras », segunda evaluación, 2010, disponible ici : <http://www.descentralizacion.org.pe>.

Cette stratégie s'est avérée fructueuse, car le classement a instantanément attiré l'attention des entreprises. Dès la publication du premier indice, celles-ci ont diffusé des documents contestant les informations et l'analyse de CPG.

3. Ouverture de voies de communication avec les minières

Pour favoriser la collaboration dans une situation conflictuelle, GPC a organisé des réunions avec les entreprises minières. Le but de ces réunions était d'expliquer aux entreprises l'importance de la transparence dans la gestion du fonds, et en quoi cette transparence pourrait leur être bénéfique. Des rencontres ont également permis d'examiner les domaines d'amélioration identifiés par l'index. Après une année de réunions, la divulgation d'informations par les entreprises a commencé à s'améliorer. Certaines entreprises, comme Antamina, ont été jusqu'à créer des sections particulières sur leurs sites Web pour publier des renseignements liés au fonds⁵⁴.

4. Collaboration avec le gouvernement

GPC a également favorisé la collaboration avec le gouvernement en vue d'accroître la transparence du fonds. À l'époque, le gouvernement était réticent à l'idée d'assumer quelque responsabilité quant à la divulgation d'informations sur la gestion des fonds, ces ressources n'étant pas strictement publiques. Pourtant, le gouvernement, de concert avec les entreprises, avait fait des contributions au fonds une solution de remplacement à la modification du régime fiscal et à la perception de nouvelles taxes.

Le gouvernement était donc en partie responsable de garantir la mise en œuvre efficace du fonds et d'informer les citoyens sur sa gestion. GPC a organisé plusieurs réunions avec le gouvernement afin d'échanger des informations et des connaissances sur son rôle dans la promotion de la transparence, ce qui a convaincu le gouvernement de publier des informations plus détaillées sur le programme et les décaissements des entreprises. En conséquence, le gouvernement s'est mis à promouvoir de manière plus active la transparence du fonds.

5. Évaluation du PMSP

Pour mesurer les progrès et la mise en œuvre du programme, GPC a utilisé un autre ensemble de 13 indicateurs créés par le ministère de l'Énergie et des Mines afin d'évaluer la conformité des entreprises.

54 Antamina, Fondo Minero Antamina, disponible en ligne ici : http://www.antamina.com/es/content.php?89/responsabilidad_social/fondo_minero_antamina.html

Aperçu

Indicateur	Définition
1	Validation du calcul de la contribution locale et régionale des minières.
2	Date du transfert de l'entreprise à la société ou à la fiducie.
3	Attestation de l'utilisation des fonds miniers locaux et régionaux pour les projets assignés.
4	Vérification que les projets financés par les fonds du PMSP sont différents de ceux mis en œuvre dans le cadre de la RSE.
5	Vérification de l'exécution avancée des projets par le biais de comptes et de documents.
6	Vérification de la répartition conforme de 30 pour cent des ressources aux éléments prioritaires.
7	Vérification du versement de 4 pour cent des ressources au fonds régional de la Commission vérité et réconciliation.
8	Vérification que les ressources du fonds minier local ont été destinées à la réalisation de projets locaux qui font l'objet d'une attention particulière.
9	Vérification que les ressources du fonds minier régional ont été destinées à la réalisation de projets régionaux qui font l'objet d'une attention particulière.
10	Vérification que les ressources et les bénéfices des fonds n'ont pas été réinvestis dans l'entreprise.
11	Vérification que des commissions de coordination techniques ont été créées.
12	Vérification que l'étude de base a été élaborée.
13	Vérification que le rapport d'audit est adressé à la société civile ou à la fiducie.

Tableau 7.
Indicateurs

Source : GPC, 2012.

GPC a examiné plus de 20 documents officiels de la Commission sectorielle du ministère de l'Énergie et des Mines et a constaté que, globalement, les entreprises avaient respecté 80 pour cent de leurs obligations. La méthodologie de GPC a également révélé que seulement six des 40 entreprises qui avaient signé l'accord en 2011, avaient entrepris leurs études de base, une étape cruciale dans la mesure de l'impact des ressources qu'elles investissaient dans les communautés minières. GPC a fait part de ces conclusions lors de réunions avec les gouvernements locaux et régionaux dans le but de sensibiliser le public quant aux zones de non-conformité et de s'entendre sur des mesures correctives.

6. Diffusion des évaluations

Pour diffuser les résultats de l'évaluation, GPC a publié des bulletins et des rapports semestriels présentant le montant des ressources publiées par chacune des 39 entreprises minières. En outre, le Groupe a fourni des informations sur le pourcentage des sommes dépensées chaque année et leur destination finale. GPC a évalué si les entreprises dépensaient les ressources sur des projets prioritaires⁵⁵.

Parmi les publics cibles figuraient les autorités locales, les gouvernements, les OSC, les médias, les législateurs et les communautés. Une diffusion active des informations a permis de sensibiliser les décideurs et de leur fournir des informations en vue de renforcer leur capacité de surveillance.

⁵⁵ L'accord stipule l'ordre des priorités dans l'exécution des ressources : l'alimentation des mineurs et des futures mères, l'enseignement primaire, la capacité technique, la santé, le développement et le renforcement des capacités, la promotion des programmes productifs et les infrastructures de base, notamment.

GPC a suivi et analysé le rendement du fonds tout au long de sa durée. Dans l'ensemble, la stratégie appliquée par GPC pour améliorer la transparence et la redevabilité en matière de dépenses sociales directes était dynamique et multidimensionnelle. Un certain nombre de raisons expliquent sa réussite :

- Les rapports et bulletins d'information portaient sur des questions d'actualité. Par exemple, dans la deuxième évaluation du rapport sur la transparence, GPC a souligné le peu de rapports de base produits. Pour la cinquième édition, l'accent a été mis sur l'absence d'études d'impact à mi-parcours;
- Les mécanismes d'évaluation, tels que l'indice, ont été ajustés aux directives du fonds et ont créé en matière de transparence et de redevabilité une justification fondée sur des faits;
- L'engagement multipartite de GPC comprenait des entreprises privées, des communautés, les gouvernements régionaux et nationaux, ainsi que la société civile;
- GPC a utilisé les informations officielles du gouvernement et des entreprises pour entreprendre sa propre analyse, haussant ainsi la crédibilité et conduisant à l'émergence d'une coalition favorable à la transparence.

Or, l'entreprise de GPC a, dans les faits, entraîné des coûts importants. L'élaboration d'une méthodologie indicielle structurée, révisée et utilisée deux fois par an pour recueillir des informations revenait cher, en temps comme en main-d'œuvre.

Balanço social IBASE (un audit social)

C'est dans les années 1970 que le concept de responsabilité sociale des entreprises a été discuté pour la première fois au Brésil. Une décennie plus tard, plusieurs organisations ont commencé à publier leurs modèles d'audits sociaux. Toutefois, ce n'est qu'en 1997, lorsqu'IBASE⁵⁶, une OSC qui œuvre à renforcer la démocratie et promouvoir la citoyenneté active, a publié son audit social, le modèle IBASE, que cette question a attiré l'attention nationale⁵⁷.

L'audit social est un rapport annuel qui contient des données qualitatives et quantitatives sur les actions sociales de l'entreprise. Il met l'accent sur l'ensemble des actions sociales de l'entreprise, et comprend des informations sur les politiques internes destinées à faire progresser l'égalité entre les races et les sexes ou à investir davantage de ressources dans l'amélioration des compétences des employés. Il s'intéresse également aux gestes vers l'extérieur posés par l'entreprise, par exemple, le montant des ressources allouées à l'éducation ou à la santé. L'audit social peut aider à évaluer, gérer et planifier la stratégie d'entreprise en vue d'améliorer les résultats sur les plans social, environnemental et financier⁵⁸.

L'audit social est utile, car :

- Le directeur et le conseil d'administration d'une entreprise disposent d'informations plus nombreuses, ce qui les aide à prendre de meilleures décisions en matière de programmes sociaux;
- Les fournisseurs et les investisseurs disposent d'informations détaillées sur la façon dont l'entreprise s'acquitte de ses responsabilités sociales et environnementales;
- Ces informations sont utiles à l'État pour cerner les politiques sociales de l'entreprise;
- Les citoyens peuvent utiliser ces informations pour évaluer l'engagement d'une entreprise à assumer une responsabilité sociale.

56 Ibase, Balanço Social, 2010, disponible au www.ibase.br.

57 C. Torres, Balance Social de las Empresas, Instituto Brasileño de Analisis Sociales y Economicas, table ronde PNUMA/UNEP, 2002.

58 Instituto Ethos, 2006.

Aperçu

	Year			Year-1		
	Amount (in thousands of reais)			Amount (in thousands of reais)		
1. Basis of Calculation						
Net Revenues (NR)						
Operating results (OR)						
Gross payroll (GP)						
2. Internal Social Indicators	(R\$ thousands)	% of GP	% of NR	(R\$ thousands)	% of GP	% of NR
Food						
Mandatory payroll taxes and benefits						
Private pension plan						
Health						
Safety and health at workplace						
Education						
Culture						
Training and Professional development						
Day care or stipend for day care						
Profit-sharing						
Other						
Total-Internal social indicators						
3. External Social Indicators	(R\$ thousands)	% of GP	% of NR	(R\$ thousands)	% of GP	% of NR
Education						
Culture						
Health and sanitation						
Sports						
Hunger relief and food security						
Other						
Total contributions to society						
Taxes (excluding payroll taxes)						
Total - external social indicators						
4. Environmental indicators	(R\$ thousands)	% of GP	% of NR	(R\$ thousands)	% of GP	% of NR
Related to company operations						
External projects						
Total invested in environment						
Regarding the establishment of annual targets to minimize toxic waste and consumption during production/operation and to improve the better use of natural resources, the company:	<input type="checkbox"/> Does not establish targets <input type="checkbox"/> attains 50 to 75% targets <input type="checkbox"/> attains 75 to 100% targets		<input type="checkbox"/> attains 0 to 50% target <input type="checkbox"/> attains 75 to 100% targets	<input type="checkbox"/> Does not establish targets <input type="checkbox"/> attains 50 to 75% targets <input type="checkbox"/> attains 75 to 100% targets		
5. Employee composition indicators						
# of employees at the end of term						
# of hires during term						
# of outsourced employees						
# of interns						
# of employees over 45						
# of women working at the company						
% of management positions occupied by women						
# of black employees working at the company						
% of management positions occupied by blacks						
# of employees with disabilities						
6. Information relating to the exercise of corporate citizenship	Year			Year + 1 Targets		
Ratio of highest to lowest compensation at company						
Total # of accidents at the company						
Social and environmental projects developed by the company were selected by	<input type="checkbox"/> top-level executives	<input type="checkbox"/> top-level executive and mid-level management	<input type="checkbox"/> all employees	<input type="checkbox"/> top-level executives	<input type="checkbox"/> top-level executive and mid-level management	<input type="checkbox"/> all employees
The company's standards for safety and cleanliness in the workplace are set by:	<input type="checkbox"/> top-level executives	<input type="checkbox"/> top-level executive and mid-level management	<input type="checkbox"/> all employees	<input type="checkbox"/> top-level executives	<input type="checkbox"/> top-level executive and mid-level management	<input type="checkbox"/> all employees

Tableau 8. L'audit social IBASE

Source : IBASE, disponible ici : www.balancosocial.org.br.

La stratégie de plaidoyer d'IBASE

En 1997, IBASE a cherché à favoriser la transparence et la redevabilité en matière de RSE afin d'évaluer les entreprises privées et de les tenir responsables de leurs actions sociales. L'organisme ne cible pas uniquement les industries extractives, mais toutes les entreprises.

IBASE a mis en doute les motivations poussant les entreprises à lancer des programmes de RSE, et a exigé d'en savoir plus sur l'efficacité et la portée de leurs actions sociales; ce qui a nécessité la production d'informations exhaustives et précises sur les politiques sociales et environnementales de l'entreprise.

Pour atteindre son objectif, IBASE a posé plusieurs gestes :

1. Mise en place d'un groupe multipartite

IBASE a travaillé avec les entreprises dès le début, afin d'augmenter la probabilité qu'elles effectuent un audit social et en divulguent les résultats. Ainsi, les deux parties ont-elles pu participer au processus de prise de décisions et, progressivement, bâtir la confiance et parvenir à un consensus. Pour s'assurer de la collaboration des entreprises, il a été crucial de les engager dans le processus.

IBASE a également invité d'autres parties prenantes clés, telles que des représentants éminents du secteur public et de la société civile, à contribuer à la création d'un groupe multipartite. Ce groupe s'est réuni régulièrement pour discuter de l'ébauche d'un audit social. Les membres ont apporté au processus leurs compétences et leurs réseaux, lui conférant de ce fait une crédibilité. IBASE a également souligné au cours des réunions l'importance de la transparence et de la redevabilité en matière de RSE.

2. Création du format de l'audit social

Le groupe multipartite a conçu un format de document très simple, illustré au tableau 8, semblable à celui utilisé par les entreprises pour communiquer leurs informations financières. IBASE supposait qu'en simplifiant le format, les entreprises seraient plus susceptibles d'utiliser ce document pour divulguer des données ventilées sur leurs politiques sociales et environnementales.

Ce format exigeait un certain niveau de désagrégation, même s'il ne tenait pas compte des données relatives à une région ou à un projet en particulier. À l'époque de sa conception, la RSE était un concept relativement nouveau. L'audit social d'IBASE, compte tenu de l'étendue de l'information saisie, était ainsi révolutionnaire.

Le format présentait un certain nombre de caractéristiques innovantes :

- En comparant les indicateurs clés et les revenus nets, il rendait compte de l'ampleur réelle des efforts de l'entreprise en matière de RSE;
- Il permettait de comparer les efforts de l'entreprise au fil du temps;
- Il permettait, en créant un format unique pour toutes les entreprises, de les comparer entre elles;
- Grâce à la mise à disposition de l'information financière, sociale et environnementale, il permettait aux parties prenantes d'entreprendre une analyse approfondie de l'engagement d'une entreprise envers la société.

IBASE a créé des formats pour des fondations, des OSC et de petites entreprises et coopératives, véhiculant de ce fait l'importance de la divulgation des informations relatives à toute entité publique ou privée.

Aperçu

3. Lancement du modèle IBASE

Le fondateur d'IBASE, Herberito de Souza, a lancé en 1997 une campagne de sensibilisation quant à l'importance de la transparence et de la redevabilité en matière de RSE, appelant les entreprises privées à divulguer des informations sur leurs actions sociales.

La campagne encourageait les entreprises à publier volontairement des audits sociaux. L'organisme, pour lancer le modèle IBASE, a persuadé quatre entreprises de procéder à des vérifications. Quinze ans plus tard, ce sont plus de 305 entreprises qui incluent volontairement des audits sociaux dans leurs rapports annuels sur la durabilité⁵⁹.

4. Le Label audit social IBASE

En 1998, soit un an après le lancement du format de l'audit social, IBASE lançait le Label audit social IBASE, en signe de reconnaissance publique envers les entreprises qui avaient adopté le format pour informer le public de leurs actions sociales. Le but de ce label était de stimuler et encourager la participation d'un plus grand nombre d'entreprises.

Ce signe de reconnaissance a été décerné chaque année aux entreprises qui publiaient leur bilan social en suivant le modèle IBASE. Le label certifiait que les entreprises avaient investi dans l'éducation, la santé, l'environnement et les autres éléments de l'ordre du jour en matière de RSE. Les entreprises gagnantes pouvaient afficher le label dans leurs campagnes publiques, rapports et autres documents d'information.

En outre, IBASE a publié des rapports analysant les informations fournies par les entreprises, le type d'informations divulguées, ainsi que les efforts déployés par les entreprises pour mettre de l'avant leurs programmes de RSE. Livres, blogues et autres outils ont par la suite continué à souligner l'importance du fait de publier un audit social.

Globalement, la stratégie d'IBASE pour faire progresser la RSE en matière de transparence et de redevabilité était simple, mais efficace. De grandes entreprises telles que Banco do Brasil, Nestlé et Petrobras ont jugé utile de divulguer des renseignements et continuent de publier des rapports d'audits sociaux, et ce, même sans y être tenues.

Or, le succès du label a aussi causé sa perte. Au fil du temps, le nombre d'entreprises publiant des rapports d'audits sociaux IBASE a dépassé la capacité de l'organisation à évaluer et contrôler la fiabilité des renseignements fournis. IBASE, incapable d'assurer la vérification rigoureuse des déclarations des entreprises, a finalement abandonné le label et mis fin au projet. L'organisation s'est rendu compte que son manque de capacité à évaluer la fiabilité des renseignements fournis par les entreprises risquait de nuire à sa crédibilité en tant qu'OSC. Les entreprises continuent de publier des audits sociaux sur leurs sites Web, en dépit du fait qu'IBASE ne délivre plus le label.

Le rapport ITIE – pour une plus grande transparence des dépenses sociales directes

Les OSC du monde entier ont découvert en l'ITIE un moyen d'améliorer la transparence et la redevabilité en matière de dépenses sociales directes et d'obtenir des informations sur les stratégies de RSE en général. L'ITIE est une norme internationalement reconnue s'appliquant à la transparence des revenus dans les secteurs pétrolier, gazier et minier, ce qui en fait un mécanisme utile

⁵⁹ IBASE, « Responsabilidad social y ética en las organizaciones », disponible ici : <http://www.ibase.br/site-antigo/modules.php?name=Conteudo&pid=194>.

aux fins du programme. Son caractère multipartite et ses rapports publics aident à bâtir un consensus et à favoriser le débat public autour des informations publiées⁶⁰.

En incluant les dépenses sociales dans les rapports ITIE :

- Les rapports sur les activités de RSE des entreprises jouissent d'une plus grande crédibilité, surtout si l'on y a réconcilié les flux de revenus déclarés et les montants reçus par les bénéficiaires;
- Si le groupe multipartite du pays choisit de publier les montants reçus par les bénéficiaires, il pourra analyser les données relatives à des investissements communautaires particuliers, ventilées par entreprise et par projet, ainsi que les montants des revenus;
- On peut comparer les entreprises entre elles, pourvu que l'analyse tienne compte des complexités et des nuances propres à chaque site d'extraction;
- Il est également possible de comparer les régions et les pays, pourvu que l'analyse tienne compte des complexités et des nuances propres à chaque site d'extraction;
- Grâce à la plateforme multipartite de l'ITIE, les OSC peuvent modérer et superviser le processus de collecte et de publication d'informations, ce qui facilite les échanges avec les entreprises qui participent au processus⁶¹.

En 2013, le Conseil international de l'ITIE a convenu que les nouvelles règles de l'ITIE à venir exigeraient la divulgation des dépenses sociales (et ne l'encourageraient plus seulement, comme auparavant) pour les dépenses rendues obligatoires par loi ou par contrat. Cette modification des règles devrait prendre effet à la mi-2013. Elle permettra en outre de renforcer le rôle de l'ITIE dans la promotion de la transparence et de la redevabilité en matière de dépenses sociales directes.

À ce jour, 10 pays ont publié dans leurs rapports ITIE des informations sur leurs dépenses sociales et environnementales : le Burkina Faso, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Libéria, la Mongolie, le Pérou, la République du Congo, le Togo, le Yémen et la Zambie. Cependant, tous ces éléments ne sont pas des dépenses sociales directes, telles que définies dans le présent document. Dans certains cas, l'accent est différent : par exemple, seuls les rapports du Kazakhstan et de la Zambie font état des dépenses liées exclusivement à l'indemnisation et à la protection environnementales. Dans d'autres cas, les mécanismes sont différents : par exemple, les rapports de la République kirghize et du Libéria informent sur le versement de ressources mandatées au gouvernement national, mais pas sur les ressources réparties localement.

Bien que les expériences varient considérablement selon les pays, tous les rapports procurent des enseignements et des idées utiles sur la façon de publier les dépenses sociales dans le cadre de l'ITIE. Aux fins de cet article, nous examinerons uniquement les exemples qui concernent des dépenses sociales directes.

- a) Le rapport ITIE 2010 de la Mongolie énumère les dons remis par les entreprises à des organisations non gouvernementales. On y apprend la quantité de ressources versées en espèces et en nature, leurs finalités, ainsi que la quantité de ressources investies dans la protection de l'environnement. Le tableau 9 en présente un extrait.

60 L'ITIE oblige les entreprises à publier le montant des redevances et autres taxes qu'elles versent aux gouvernements, et les gouvernements à publier ce qu'ils reçoivent des entreprises. Une administratrice ou un administrateur indépendant-e recueille, compare et analyse les déclarations de l'entreprise et du gouvernement. Elle ou il produit ensuite un rapport public exposant ses conclusions et émet des recommandations, afin de combler les écarts observés. La supervision du processus est assurée par un groupe multipartite formé de groupes civiques et de responsables du gouvernement et de la société civile. Voir : www.eiti.org.

61 U. Ite, « Multinationals and corporate social responsibility in developing countries: a case study of Nigeria », in *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, Vol. 11 (John Wiley & Sons, 2004) : p. 1-11.

Aperçu

Appendix 5 – Donations and assistance provided by the companies to Non-Governmental organizations

#	Company name	Date/Year	Organization name which received donations and assistance	Description	Amount /MNT 000/
4	Ivanhoe mines Mongolia inc LLC	2009.09.28	Elders' Committee, Khanbogd soum	30 th anniversary of Elders' Committee events	500
		2009.06.25	Erdenejargal, Khanbogd soum	Airticket	5,394
		2009.05.30	Oyumaa and Tserendolgor	Airticket expenses, medical expenses and salary of 3 monks	15,843
6	Altai gold LLC	2009.06.03	University	Tuition fee for students /scholarship/	570
		2009.07.14	University	Tuition fee for students /scholarship/	375
		2009.12.24	University	Tuition fee for students /scholarship/	2,745

Tableau 9.
Exemple d'un rapport ITIE produit par la Mongolie

Source : Cinquième rapport de réconciliation produit par la Mongolie dans le cadre de l'ITIE, 2010.

- b) Le Pérou a décidé d'inclure dans son rapport ITIE 2008-2010 des informations sur le PMSP. Le rapport indique le montant des ressources investies dans les fonds régionaux et locaux, ainsi que les sommes versées à la Commission Vérité et Réconciliation. En outre, il contient la liste des entreprises qui participent au programme.

Le rapport explique le but du programme, et renseigne également sur les secteurs dans lesquels les fonds ont été alloués⁶². Voir le tableau 10⁶³.

Catégorie	Projets	Engagés	Exécutés
Alimentation et nutrition	80	108 536 869	88 799 374
Éducation	372	165 463 601	128 226 381
Soins de santé	211	113 196 475	98 939 123
Infrastructures	369	505 234 251	301 660 278
Renforcement des capacités et développement	119	67 955 866	55 452 679
Chaînes productives et projets	295	161 124 188	145 594 740
Autres	47	66 281 398	54 453 572
Totaux	1493	1187792648	873126147

Tableau 10.
Fonds local par investissement (en soles péruviens)

Source : ITIE, Deuxième étude nationale de rapprochement de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) au Pérou (2008 – 2010).

Il est important de souligner la différence marquée que l'on constate entre les informations produites dans le cadre de l'ITIE et celles obtenues grâce à l'exercice de GPC. Les rapports ITIE permettent de connaître le montant total des ressources investies dans les communautés, alors que dans le cas de GPC, on se concentre uniquement sur le Fonds de contributions volontaires. Pourtant, le Fonds de contributions volontaires n'est qu'un des moyens qu'utilisent les entreprises pour canaliser des ressources liées à la RSE.

- c) Le rapport 2011 de la République du Congo indique le montant des paiements sociaux versés par ENI et Total au développement social sous la forme de contributions en nature. Le document décrit les contributions volontaires des entreprises et la façon dont celles-ci sont réparties entre projets éducatifs, sociaux ou de santé. Les informations présentées, trop rares sans doute, l'accent étant mis uniquement sur le montant des

62 ITIE, Deuxième étude nationale de rapprochement de l'Initiative pour la transparence des industries extractives au Pérou (2008–2010), consultation pour le comité de travail multisectoriel de l'ITIE pour le Pérou, 2011, disponible ici : eiti.org.

63 Un nouveau sol péruvien = 0,39 USD.

ressources allouées plutôt que dépensées, constituent néanmoins un point de départ pour d'autres investigations⁶⁴.

Les efforts déployés dans ces pays pour rendre les dépenses sociales directes plus transparentes illustrent plusieurs des moyens dont dispose l'ITIE pour encourager les entreprises à fournir des informations qui dépassent les redevances, impôts et autres paiements législatifs. En outre, de tels exemples pourraient fournir aux OSC des idées quant aux informations à divulguer et à la façon de les présenter.

Toutefois, les informations contenues dans les rapports ITIE demeurent limitées. La détermination d'un format standardisé pourrait aider à améliorer la qualité et l'étendue de l'information et à normaliser les pratiques entre les pays. Or, la création d'un format standard comporte plusieurs défis. D'une part, les dépenses sociales directes servent, selon les pays, à des fins très diverses. En outre, les entreprises disposent de plusieurs mécanismes pour décaisser ces ressources, notamment les FFF et les OSC, qui peuvent nécessiter des approches différentes en matière de reddition de comptes.

Autre défi : la portée du processus de rapprochement de l'ITIE. Alors que seuls les gouvernements et les entreprises sont tenus de divulguer des informations sur leurs impôts, redevances et autres prélèvements, le rapprochement des dépenses sociales nécessiterait, quant à lui, la participation de plusieurs parties prenantes, puisque la liste des destinataires, parfois longue et diversifiée, comprend des collectivités, fondations, ONG, universités et associations professionnelles locales, ainsi que toute autre organisation recevant des dons en nature ou en argent de la part de l'entreprise.

Les pays participant à l'ITIE devraient trouver des solutions imaginatives pour impliquer ces parties prenantes dans le processus de rapprochement, leur participation crédibilisant non seulement l'information divulguée, mais invitant également une gamme plus étendue d'acteurs à prendre part aux dialogues politiques importants que l'ITIE vise à encourager. Même dans une situation où il serait impossible d'effectuer un rapprochement aux côtés de tiers, la divulgation unilatérale des paiements sociaux ne serait d'aucune façon limitée. Là où les dépenses sociales sont discrétionnaires, les pays participant à l'ITIE devraient toujours divulguer et, si possible, rapprocher ces transactions dans les rapports ITIE qu'ils produisent.

64 ITIE, Rapport de réconciliation des paiements et des recettes extractives au titre de l'exercice 2011, disponible ici : eiti.org.

Aperçu

Conclusions

Les projets d'extraction peuvent contribuer à améliorer les moyens de subsistance et le bien-être des citoyens locaux de différentes façons : création d'emplois, paiement d'impôts et projets d'investissement communautaires⁶⁵. Si les dépenses sociales directes peuvent sembler faibles par rapport au total des revenus provenant d'autres sources telles que les redevances, ces contributions volontaires privées peuvent néanmoins avoir un impact assez important sur les petites économies locales⁶⁶.

En outre, ces ressources sont obtenues grâce à des concessions sur des ressources naturelles qui appartiennent aux citoyens⁶⁷. Les entreprises profitent d'allègements ou incitatifs fiscaux en échange de leurs activités sociales dans les pays où elles opèrent.

Les informations clés comprennent notamment les projets financés, leurs finalités, la communauté d'implantation, le montant des ressources décaissées et l'identité de la partie responsable de les distribuer. Les contrats stipulant des obligations relatives à des dépenses sociales devraient être rendus publics. La liste suivante résume les principaux domaines concernés.

Pays	L'information doit être fournie pour chaque pays.
Municipalité/communauté/nom du projet d'extraction	Compte tenu du fait qu'il pourrait devenir difficile de déterminer l'endroit exact touché par les actions sociales de l'entreprise, ces informations aident les OSC, en leur présentant plusieurs options, à avoir une meilleure idée de l'endroit où les ressources sont investies.
Institution responsable	Il s'agit de l'institution, organisation ou entité responsable de l'attribution et du décaissement des fonds dans la collectivité.
Actions sociales/programmes/projets	Il faut fournir des informations exhaustives, compréhensibles et à jour sur les politiques sociales que l'entreprise entend appliquer.
But des actions sociales et/ou des programmes	Il est important que les entreprises déclarent leurs objectifs. Cette information est essentielle pour mesurer les résultats ainsi que l'impact.
Montant des ressources investies dans le projet	Permet aux communautés de comparer dans le temps les ressources allouées aux différents projets et communautés.

Tableau 11.
Dépenses sociales directes :
principales informations publiées

Les OSC jouent un rôle clé dans l'avancement du programme. Ce document présente des études de cas qui illustrent les actions grâce auxquelles des OSC ont réussi à en savoir plus sur les dépenses sociales directes, afin d'évaluer la gestion des ressources, la pertinence des programmes mis en œuvre et la performance des entreprises au chapitre de la responsabilité sociale.

La divulgation des dépenses sociales directes est en forte progression. Le fait que 10 pays membres de l'ITIE divulguent des renseignements sur les dépenses est révolutionnaire et témoigne de l'intérêt croissant suscité par ce domaine.

65 E. Wall et R. Pelon, « Sharing mining benefits in developing countries. The experience with foundations, trusts and funds », de la série Extractive Industries for Development no 21, Banque mondiale, 2011.

66 E. Smith et P. Rosenblum, *Enforcing the Rules*, (New York : Revenue Watch Institute, 2011).

67 Revenue Watch Institute, « Direct Social Expenditures » (document d'information du groupe de travail stratégique de l'ITIE), avril 2012.

Recommandations

Les expériences pionnières présentées dans ce document le sont à des fins purement illustratives. Quant à savoir quelle approche utiliser dans une région ou un pays donnés, tout dépend de facteurs contextuels et de la quantité d'information disponible.

Ces exemples renferment les enseignements suivants, qui s'avéreront utiles pour entreprendre une stratégie de plaidoyer globale et efficace :

Quand s'engager :

- Évaluez attentivement le contexte, afin de décider quand s'engager et quelle stratégie choisir. C'est seulement après la conclusion d'un accord entre les entreprises et le gouvernement, et l'abandon du projet de soumettre les entreprises minières à un régime fiscal plus progressif, que l'occasion s'est présentée pour GPC;
- La société civile doit parfois créer une dynamique. IBASE a pris les devants en concevant une solide campagne de sensibilisation centrée sur l'importance de la RSE, et en présentant aux entreprises un argument convaincant pour la divulgation d'informations essentielles.

Comment amener les entreprises à s'engager :

- Entrenez dans votre pays des recherches appliquées sur la qualité et l'impact des dépenses sociales directes. Les recherches de GPC lui ont servi pour étayer son argument en appui à une taxe sur les bénéficiaires exceptionnels imposée aux entreprises par les gouvernements, et qui a mené à la création du Fonds de contributions volontaires;
- Demandez aux entreprises de fournir des informations qu'elles produisent déjà, mais ne divulguent pas (c.-à-d., publiez ce que vous produisez). Elles seront plus susceptibles de divulguer ces renseignements si cela ne leur occasionne aucun travail ou coût supplémentaire. IBASE a créé pour les entreprises un format simple, facile d'utilisation, car relié à leurs états financiers. GPC a simplement exigé des entreprises qu'elles divulguent les rapports qu'elles devaient soumettre au gouvernement;
- Analysez la performance des entreprises individuelles, et, si nécessaire, les faire participer directement au suivi en attirant l'attention des médias sur leur faible réactivité et performance. GPC a évalué le type d'informations que chaque entreprise divulguait et analysé les informations manquantes. Le Groupe a travaillé avec chaque entreprise pour faire progresser la divulgation des données, et, lorsque nécessaire, accentué la pression sur les entreprises à travers les médias;
- Fournissez une rétroaction favorable et une reconnaissance aux entreprises qui innovent, comme l'a fait IBASE avec son Label audit social.

Comment inviter d'autres parties prenantes :

- Dès les premiers stades, engagez les entreprises et d'autres parties prenantes clés, telles que le gouvernement, les autorités locales, les leaders communautaires et les OSC, à travers la création d'un groupe multipartite, de plateformes de coordination et/ou l'organisation de rencontres individuelles. Les études de cas présentées dans ce document étaient enracinées dans l'engagement multipartite. Pour créer le format de l'audit social, GPC a travaillé simultanément avec les gouvernements régionaux et nationaux ainsi qu'avec le secteur privé, et IBASE a établi un groupe de travail composé de leaders d'opinion, d'entreprises privées et d'OSC;
- Utilisez les médias pour sensibiliser les parties prenantes et les décideurs à l'importance d'un sujet. GPC a utilisé les médias pour isoler les entreprises qui ne publiaient pas suffisamment d'informations sur le Fonds de contributions volontaires.

Aperçu

Les mécanismes à utiliser :

- Pour diffuser les résultats de votre analyse, choisissez des bulletins, des rapports et des documents faciles à assimiler. Assurez-vous de les diffuser auprès des utilisateurs ciblés;
- Pour l'analyse comparative et le classement, utilisez des indices qui aideront les entreprises à identifier facilement les lacunes et à apprendre de leurs pairs. L'indice de transparence de l'entreprise de GPC en est un bon exemple;
- Concevez des formats simples, que les entreprises seront susceptibles d'adopter, et qui sont faciles à compléter, comme le modèle IBASE;
- Utilisez des mécanismes tels que l'ITIE ou des lois pour institutionnaliser la transparence dans votre pays. C'est seulement à travers des mécanismes institutionnels que le côté volontaire de la RSE se transformera en obligation et que les mécanismes de surveillance seront pleinement étayés par la loi.

N'oubliez pas :

- Définissez des objectifs réalistes, et atteignez-les patiemment. La stratégie d'IBASE a été lancée à la fin des années 1990, mais il a fallu 20 ans pour que le modèle soit reconnu à l'échelle nationale et utilisé par plus de 300 entreprises au Brésil;
- Quelques informations valent mieux que rien du tout, car elles peuvent mener à de nouvelles investigations et à un engagement ultérieur. L'ITIE en est l'exemple parfait. De nombreux rapports fournissent tout juste assez de données pour conclure que les entreprises ont des dépenses sociales directes. Ces renseignements peuvent s'avérer utiles pour approcher les entreprises et obtenir plus de détails sur la destination de ces dépenses;
- Avant de choisir de créer des indices, évaluez la capacité d'organisation des entreprises et leur volonté de changer leurs comportements. Les indices nécessitent une méthodologie structurée et sont généralement conçus comme un effort répétitif. Une organisation faible peut ne pas être en mesure d'entreprendre un tel effort, ni avoir les ressources nécessaires pour conduire l'exercice suffisamment longtemps pour avoir un effet. Soupeuse également l'impact qu'aurait cette approche sur la possibilité de susciter l'émulation entre des entreprises concurrentes (par exemple, s'il y a seulement quelques entreprises, ou des petites entreprises que les incitatifs liés à la réputation intéressent particulièrement, les indices sont peu susceptibles d'avoir un impact). GPC, qui avait la capacité de conserver à long terme son indice de transparence, a réussi à amener les entreprises à changer de comportement;
- Une stratégie de plaidoyer peut réussir, mais l'organisation doit la planifier soigneusement, et évaluer dès le départ les capacités nécessaires pour la mener à bien. Les OSC doivent réfléchir à cette question avant, pendant et après la mise en œuvre de la stratégie. La stratégie d'IBASE, une réussite éclatante, n'a pu être poursuivie en raison d'un manque de capacités institutionnelles. Il aurait fallu le prévoir et l'éviter.



Le Revenue Watch Institute (RWI) fait la promotion d'une gestion efficace, transparente et responsable des ressources pétrolières, gazières et minérales pour le bien public. Par le biais d'activités de renforcement des capacités, d'assistance technique, de recherche, de financement et de plaidoyer, nous aidons les pays à tirer parti de leur richesse en ressources naturelles.

1700 Broadway, 17e étage
New York, NY 10019,
États-Unis
Téléphone : 1.646.929.9750
rwi@revenuewatch.org
www.revenuewatch.org